

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 12/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Grand Port Maritime de Dunkerque (GPMD)**

6050 Rte du Quai à Pondéreux Ouest  
Port 6050 - BP 100  
59279 Loon-Plage

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\  
SAS\_QPO\_Loon\_Plage\_070.02602\2\_Inspections\2023 11 17 infiltration eau susceptibles d'être polluées\  
Code AIOT : 0007002602

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2023 dans l'établissement Grand Port Maritime de Dunkerque (GPMD) implanté 6050 Rte du Quai à Pondéreux Ouest Port 6050 - BP 100 59279 Loon-Plage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Grand Port Maritime de Dunkerque (GPMD)
- 6050 Route du Quai à Pondéreux Ouest Port 6050 - BP 100 59279 Loon-Plage
- Code AIOT : 0007002602
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site dispose des installations permettant de réceptionner les grands navires vraciers (160 000 tonnes), de les décharger, de stocker les produits avant réexpédition par voie routière, ferrée ou par voie d'eau vers des industriels sidérurgistes et utilisateurs de charbon pour la production d'énergie du Nord de la France, de la Lorraine et de l'Allemagne.

Le site comporte notamment :

- une zone de stockage « bord à quai » de 19 500 m<sup>2</sup> pour les pondéreux réexpédiés par camion,
- une zone de pré-stock de 19 000 m<sup>2</sup> qui permet d'absorber le déchargement des navires en cas d'indisponibilité des convoyeurs,
- une zone de stockage à rotation de courte durée constituée de 4 parcs (P1 à P4) et d'un parc annexe,
- des engins de manutention :
- 3 portiques pour le déchargement des navires et la reprise des produits en pré-stock,
- 1 appareil de chargement des barges et péniches,
- de stations de chargement wagons.

Le site est régulièrement autorisé pour un dépôt de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses relevant de la rubrique 4801 (3 200 000 t).

Il est également enregistré au titre des rubriques 2517, 2713 et 2714 de la nomenclature des installations classées

et pour une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes dont le volume de stockage est supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> au titre de la rubrique 2716.

Le site était historiquement exploité par la société SEA BULK (il s'agit d'un GIE entre le GPMD et la société Sea Invest).

Les activités de manutention ont été reprises, dans le cadre d'un changement d'exploitant, par le Grand Port Maritime de Dunkerque (courrier du 14 décembre 2022, effet au 01/12/2022).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion eaux pluviales susceptibles d'être polluées

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 4.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	48 heures

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à un rejet d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées directement dans le milieu naturel par déversement dans un fossé non imperméabilisé. Ceci est de nature à conduire à une pollution des sols et de la nappe souterraine.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution potentielle sol et eau de nappe
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté la mise en place d'une installation de pompage d'eaux pluviales au niveau d'un regard situé sur le bord à quai (photo n°1). Ces eaux sont pompées afin d'être évacuées via un tuyau flexible (type tuyau d'incendie) dans ce qui s'apparente à un fossé non imperméabilisé cheminant parallèlement à la route du Petit Polder (photo n°2). A la sortie du tuyau, l'eau déversée dans le fossé présente une couleur noirâtre (photo n°3). Par débordement, l'eau du fossé alimente une mare d'une étendue importante dans une zone non imperméabilisée (photos n°4 et 5). Le fossé et la zone d'épandage font à priori partie de l'emprise du site et se situent dans une zone non exploitée. L'exploitant n'est pas autorisé à épandre des eaux pluviales de bord à quai susceptibles d'être polluées. Ces dernières doivent être recyclées (volume de stockage disponible de 9 000 m <sup>3</sup> ) et en dernier recours (par trop plein) rejetées dans le bassin de l'atlantique sous conditions (valeurs limites imposées)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 48 heures